

[Texte]

**Mr. Lumley:** Well, Mr. Mazankowski, we are doing that. We have decided that the best way to do this is to have business, labour, and government work together on a sectorial basis. We say to the private sector: You tell us where you think your sector is going, and what role must each of us play to ensure the economic viability of that particular sector. And in many cases that sector is saying look, the government must do this, so a lot of the so-called intervention is being asked for by the private sector. Mr. MacLaren knows, for example, in the export field, we intervened substantially in the past year with export financing, with the putting together of consortia, because the private sector asked the Government of Canada to intervene and to be an active partner in penetrating foreign markets. Therefore, upon assuming this portfolio, we decided we had been successful with the consultative, cohesive labour-business-government approach that we had adopted in the Trade Department and put this in the Industry and Regional Development Department on a sector-by-sector basis. My guess would be, Mr. Chairman, that the collection of all the strategies or game plans, or whatever tag you want to put on them, will be forthcoming from these sectoral task forces. We will, in essence, be the industrial strategy of this country. But in essence the market force, the markets will have dictated, we will try and forecast what we will have to do, what each of us will have to do. The automotive task force, which is the only one we have announced to date—I have been spending a great deal of time with them—the fact that it is co-chaired by the senior labour person in the automotive industry and a senior manager person on the business side, I think it has been a very gratifying exercise to see what they have done to date and I am looking forward to receiving a report, because I think it will set a pattern for all the other task forces.

• 1005

Now, back in 1977-1978, I think, the government of the day initiated an exercise on sectoral task forces, but the problem was there were 23 of them. I do not think our department, or any department, was capable of handling that many, so we have decided we could probably handle four or five, maybe even six, in a course of a year. So we have tried to pick those sectors, obviously, that are the largest in the country and, in some cases, those that have a more immediate problem.

In terms of productivity, I agree totally with the hon. member that, as I said in my opening statement, productivity means a lot of things to a lot of people. To most people though, unfortunately, it means it is labour's fault. Well, most of us know that 85% of productive gains in the system are as a result of capital investment, using advanced technology. There is no relationship whatsoever to each and every individual worker in the company. But I cannot think of a more important element, if you had a productivity index, than labour-management relations, and I think the government could play a very strong role in doing that. I have been very pleased by the response of the senior people in the labour community, as well as business,

[Traduction]

**M. Lumley:** Bien, monsieur Mazankowski, c'est ce que nous faisons. Nous avons décidé que la meilleure façon d'y arriver c'est que le monde des affaires, du travail et le gouvernement travaillent ensemble sur une base sectorielle. Nous disons au secteur privé: Dites-nous, selon vous, où se dirige votre secteur et quel rôle chacun de nous doit y jouer pour en garantir la rentabilité économique. Dans de nombreux cas ce secteur nous dit, écoutez, le gouvernement doit faire ceci, donc, ce que l'on qualifie souvent d'interventions fait suite à des demandes du secteur privé. M. MacLaren sait, par exemple, que nous sommes souvent intervenus par le passé dans le domaine de l'exportation par le financement de l'exportation, en organisant des consortiums parce que le secteur privé a demandé au gouvernement canadien de le faire et d'être un associé actif dans la pénétration de marchés étrangers. Donc, en assumant ce porte-feuille, nous avons décidé que la démarche consultative cohérente impliquant syndicats, monde des affaires et gouvernement et adoptée par le ministère du Commerce avait été un succès et que nous l'appliquerions au ministère du Développement régional et de l'Industrie sur une base secteur par secteur. Monsieur le président, selon moi, toutes les stratégies, les plans ou peu importe comment vous les appelez, viendront de ces groupes de travail sectoriels. Essentiellement, nous adopterons la stratégie industrielle de ce pays qui aura été dictée par les forces du marché. Chacun d'entre nous essaiera de prévoir ce que nous devons faire. Le groupe de travail sur l'industrie automobile, c'est le seul que nous avons annoncé jusqu'ici—j'ai passé beaucoup de temps avec eux—le fait que ce groupe soit présidé par quelqu'un de la haute direction des syndicats de l'industrie automobile et par un cadre de l'industrie et j'ai hâte de recevoir un rapport car je pense que cela établira un mode de fonctionnement pour tous les autres groupes de travail.

Revenons maintenant à 1977-1978, je pense que le gouvernement de l'époque a entrepris de mettre sur pied des groupes de travail sectoriels, mais le problème c'est qu'il y en avait 23. Je ne pense pas que notre ministère ou tout autre ministère était en mesure de s'occuper de tant de groupes, nous avons donc décidé que nous pourrions probablement en avoir quatre ou cinq, peut-être six dont nous pourrions nous occuper au cours d'une année. Nous avons donc essayé de choisir ces secteurs, évidemment ce sont les plus importants au pays et dans certains cas ceux qui ont les problèmes les plus immédiats.

Au chapitre de la productivité, je suis tout à fait d'accord avec l'honorable député, et je répète ce que j'ai dit dans ma déclaration d'ouverture, pour beaucoup de gens la productivité a énormément d'importance. Malheureusement, pour la plupart des gens cela signifie que c'est la faute des ouvriers. Bien, la plupart d'entre nous savons que 85 p. 100 des gains dus à la productivité dans le système sont le résultat d'investissements de capitaux faisant appel à une technologie de pointe. Cela n'a absolument rien à voir avec la performance de chaque travailleur individuel de la compagnie. Toutefois, si l'on avait un indice de productivité, je ne vois pas d'éléments plus importants que les rapports employeur-employés et à ce titre je